

MINISTERE DE L'INDUSTRIALISATION ET DU COMMERCE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU COMMERCE

PROJET D'APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZONE DE LIBRE-
ECHANGE CONTINENTALE AFRICAINE
(PA-ZLECAF)

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
SERVICES DE CONSULTANTS (Individus)
MADAGASCAR

RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) INDIVIDUEL(LE) CHARGE(E)
DE L'APPUI AU « DELIVERY UNIT » POUR SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE
DES REFORMES IDENTIFIEES PAR LES ETUDES (MISE EN PLACE ET
ACCOMPAGNEMENT DU COMITE NATIONAL ZLECAF)

Financement : Facilité d'Appui à la Transition (FAT)

Secteur : Gouvernance et Gestion financière

Référence de l'Accord de financement : 5900155018101

N° Identification du projet : P-MG-K00-020

1. La République de Madagascar a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement dans le cadre de la Facilité à la Transition (FAT) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui à la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine à Madagascar (PA-ZLECAF), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de service relatif au « **recrutement d'un(e) consultant(e) individuel(le) chargé(e) de l'appui au « delivery unit » pour suivre la mise en œuvre des réformes identifiées par les études (mise en place et accompagnement du Comité National ZLECAF)** ».
2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :
 - Analyse diagnostique préliminaire permettant de développer des scénarii et de mise en place inclusive du Comité National,
 - Rédaction et suivi de l'adoption des textes règlementaires,
 - Appui et suivi du processus de nomination des membres,
 - Planification et mise en œuvre du renforcement des capacités,
 - Conception et mise en Place d'un mécanisme de suivi-évaluation,
 - Sensibilisation et mobilisation des parties prenantes,
 - Renforcement de la coordination avec les partenaires,
 - Appui administratif et logistique pour faciliter l'ensemble des travaux du Comité.

La durée globale de la mission est estimée à six (6) mois



La langue de travail adoptée est la langue française. Par conséquent les livrables seront également rédigés dans cette langue.

Le démarrage des services est prévu pour la période de « **Juin 2025** »

3. La Cellule d'exécution du projet invite les Consultant(e)s individuel(le)s ci-après dénommés « consultants » à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (le curriculum vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et les expériences dans des missions comparables, les copies légalisées des diplômes, les attestations de formations, les références des prestations similaires accompagnées des preuves de réalisation notamment des attestations de service fait délivrées par le Client, certificats de travail, etc.), en présentant notamment les documents ci-après :
- Lettre de candidature manuscrite (elle peut être scannée) adressée à Monsieur Le Coordonnateur du Projet
 - Curriculum Vitae (CV) signé et à jour selon uniquement le format standard inclut dans les Termes De Référence (TdR). **La soumission de CV sous un autre format que celui fourni dans les TdR est motif de disqualification du candidat.**
 - Note de motivation (maximum 2 pages, caractère times new roman 12, simple interligne).
 - Coordonnées téléphoniques pour contact rapide.
4. Les critères d'éligibilités, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au nouveau « **Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement, Edition octobre 2015** » qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org> . Les consultants seront sélectionnés selon la méthode de « Sélection des Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et barème de notation ci-après :

Critères / Sous critères		Note / 100	
		Sous critère	Critère
(i)	Qualifications générales pertinentes et adaptés à la mission (Diplômes et aptitude pour la tâche à accomplir)		30 points
1)	Titulaire de Master (Bac+4) en Droit, Economie, Commerce International, Administration Publique du Commerce ou en Diplomatie. Qualification inférieure, non conforme, ou absence d'une copie du diplôme : Disqualifié	10 points	
2)	Expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans un poste de responsable dans le secteur public ou privé ou de société civile Si 5 ans d'expérience conforme : 10 points. Si + 5 ans : 2 points par année d'expérience supplémentaire (10 points maximum) Si - 5 ans ou 5 et/ou plus mais expérience non conforme : 0 point.	20 points	
(ii)	Expérience spécifique relative à des missions similaires		65 points
1)	Avoir conduit et/ou participé à des missions similaires dans la mise en place d'une structure au niveau nationale : 3 points par mission réalisée	15 points	
2)	Avoir conduit ou participé à des missions similaires dans le suivi et mise en œuvre d'accords de libre-échange ou d'intégration régionale : 5 points par mission réalisée.	25 points	
3)	Expertise avérée en matière d'élaboration et de conduite de formation et de sensibilisation : 2 points par mission réalisée.	10 points	



4)	Expérience dans des missions relatives à l'élaboration et l'adoption de textes réglementaires à Madagascar : 3 points par mission réalisée	15 points	
(iv)	Capacités linguistiques		5 points
1)	Maîtrise du français parlé et la capacité de rédiger des rapports et des documents lucides en français	4 points	
2)	Connaissance de l'anglais sous la forme écrite et orale	1 point	

La note minimale requise pour être éligible est de 70 points sur 100. Le candidat classé premier dont la note totale est égale ou supérieure au score minimum ci-avant cité sera invité à négocier un contrat. En cas de consultants classés 1er ex-aequo, ce sera le candidat ayant le plus grand nombre cumulé d'expériences évaluées pour les sous critères N° (ii) 2 (Avoir conduit ou participé à des missions similaires dans le suivi et mise en œuvre d'accords de libre-échange ou intégration régionale).

Si le candidat retenu appartient à la Fonction Publique, la régularisation de sa position de fonctionnaire pour être conforme aux directives de la BAD sera une condition de mise en vigueur de son contrat. A cet effet, les représentants de l'État ou fonctionnaires ne peuvent être embauchés qu'à condition que cette embauche ne soit pas incompatible avec aucun règlement ou politique d'emploi du pays et que ces fonctionnaires : (i) soient en congé sans solde; (ii) ne soient pas embauchés par un organisme pour lequel ils ont travaillé, à moins qu'un délai raisonnable ne se soit écoulé entre leur départ de cet organisme et la mission proposée (12 mois); (iii) leur embauche ne crée pas de conflits d'intérêts.

Le consultant retenu devra fournir les copies légalisées des diplômes, des certificats/ attestations de travail/ de formations, et les preuves complémentaires de qualification et d'expériences jugées nécessaires.

N.B : chaque référence similaire sera résumée dans une fiche et ne sera prise en compte dans l'évaluation que si le candidat y joint les justificatifs comprenant les certificats de service fait et/ou attestation de bonne fin, et l'identité et les coordonnées des clients pour les vérifications éventuelles des informations fournies.

5. Les Consultants intéressés peuvent obtenir les Termes de référence à l'adresse mail mentionnée ci-dessous au plus tard **le 25/04/2025 à 12 heures locales.**
6. Les expressions d'intérêt doivent être (i) soit déposées sous plis fermés à l'adresse mentionnée ci-dessous, (ii) soit reçues par courrier électronique (e-mail) en version PDF à projet.pazlecaf@gmail.com avec copie à acquisition.pazlecaf@gmail.com au plus tard le **30/04/2025 à 10 heures locales** et porté expressément la mention « **RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) INDIVIDUEL(LE) CHARGE(E) DE L'APPUI AU « DELIVERY UNIT » POUR SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES IDENTIFIEES PAR LES ETUDES (MISE EN PLACE ET ACCOMPAGNEMENT DU COMITE NATIONAL ZLECAF)**»

Bureau de la Cellule d'Exécution du Projet d'Appui à la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (PA-ZLECAF)
Ministère de l'Industrialisation et du Commerce,
6, Rue Wast Ravelomoria, Immeuble Ministère du Commerce
Ambohidahy – Antananarivo Madagascar
Porte 315, 3^{ème} étage

Antananarivo, le... **09 AVR. 2025**

Le Coordonnateur du Projet



Andriamampindra Heriniaina